

# Étude sur l'emploi dans différents secteurs – Résumé des conclusions principales<sup>1</sup>

## Le ralentissement récent de l'économie

La baisse du PIB pendant la récession a essentiellement affecté l'industrie manufacturière et le secteur de la construction. Cela a aussi entraîné un ralentissement significatif (bien que de moindre importance) dans les services de base (commerce, hôtels et restaurants ainsi que les transports). La baisse de la production manufacturière a été particulièrement forte en Allemagne tandis qu'en Espagne, en Irlande et dans les états baltes un recul prononcé était observé dans la construction – secteur qui s'est considérablement développé dans ces pays au cours des années précédant la récession.

À l'instar des dernières crises économiques européennes, la récente récession a davantage touché les industries de biens d'investissement (y compris la construction) que les industries de biens de consommation. Cela tient essentiellement au fait que les investissements peuvent être différés (contrairement aux biens de consommation). Il faut cependant noter que la production de biens de consommation durables (qui sont à cet égard similaires aux biens d'investissement) a aussi été durement frappée par la crise.

Les conséquences de la récession sur l'emploi ont été très différentes selon les secteurs et les pays en fonction des mesures adoptées par les employeurs et par les gouvernements pour sauvegarder les emplois mais aussi en fonction des attentes par rapport au rythme et à l'ampleur de la reprise et de la pérennité du mode de croissance précédent.

En 2009, au plus fort de la récession, la forte diminution du nombre moyen d'heures travaillées dans l'industrie manufacturière était accompagnée dans de nombreux pays par des mesures visant à préserver l'emploi. Par la suite, le nombre moyen d'heures travaillées a sensiblement augmenté, traduisant la réticence des employeurs à embaucher dans un contexte de reprise hésitante et une incertitude quant aux perspectives à long terme.

La récession a surtout touché l'industrie. De même, la reprise a été stimulée au début par un regain d'activité dans l'industrie manufacturière sous l'influence d'une demande accrue de biens d'investissement et de biens durables. Cela a notamment été le cas dans l'industrie chimique et l'industrie automobile où la production a fortement redémarré à la fin de l'année 2009 ainsi qu'en 2010. En Europe, la valeur ajoutée dans l'industrie a augmenté de 6% entre 2009 et 2010, ce qui est largement supérieur à la variation observée dans les autres secteurs (il y a notamment eu une baisse continue de la valeur ajoutée dans la construction).

Dans les secteurs où les efforts se sont concentrés pour conserver les emplois (en particulier dans l'ingénierie et dans l'industrie automobile), la productivité du travail en 2011 était inférieure

---

<sup>1</sup> Robert Stehrer (wiiw) et Terry Ward (Applica) avec Neil Foster (wiiw), Doris Hanzl (wiiw), Sandra Leitner (wiiw), Sebastian Leitner (wiiw), Fadila Sanoussi (Applica) et Nirina Rabemifara (Applica)

au niveau observé avant la crise dans de nombreux pays. Cela pourrait freiner la création d'emplois lorsque la reprise s'amorcera car cela signifie qu'on pourrait augmenter la production sans besoin immédiat de main d'œuvre supplémentaire.

### Évolution de la valeur ajoutée et de l'emploi par secteur dans l'UE, 2003-2010

	Valeur ajoutée				Personnes ayant un emploi			
	2003-07	2007-08	2008-09	2009-10	2003-07	2007-08	2008-09	2009-10
<i>Variation annuelle, en %</i>								
<i>Total</i>								
UE-27	2,8	0,7	-4,3	1,9	1,1	0,9	-1,8	-0,5
UE-15	2,6	0,4	-4,3	1,9	1,0	0,7	-1,8	-0,3
UE-12	5,9	5,4	-3,3	2,4	1,4	1,8	-1,7	-1,2
DE	2,5	1,2	-5,6	4,1	0,5	1,2	0,0	0,5
<i>Agriculture</i>								
UE-27	1,1	2,9	1,7	-0,4	-1,8	-1,6	-3,6	-2,5
UE-15	1,6	1,0	2,4	0,3	-0,9	-1,0	-1,6	0,6
UE-12	-1,5	16,7	-2,3	-4,7	-2,6	-2,1	-5,3	-5,5
DE	1,8	-5,5	8,9	-0,4	-0,7	1,2	-0,1	-1,2
<i>Industrie</i>								
UE-27	2,9	-2,0	-12,1	6,1	-0,1	-0,1	-5,2	-2,9
UE-15	2,5	-2,6	-12,7	6,0	-0,5	-0,5	-5,1	-2,9
UE-12	8,7	6,0	-6,1	7,7	0,9	0,9	-5,4	-2,8
DE	3,9	-3,4	-16,7	10,3	-0,3	1,5	-2,9	-1,7
<i>Construction</i>								
UE-27	2,5	-1,0	-6,6	-2,3	3,0	0,3	-5,1	-3,4
UE-15	2,1	-1,8	-6,9	-2,2	2,2	-1,7	-6,4	-3,4
UE-12	9,6	9,6	-3,1	-2,9	6,6	8,4	-0,6	-3,4
DE	-2,3	-1,0	-1,8	1,5	-0,5	-0,7	0,5	1,3
<i>Services de base*</i>								
UE-27	3,2	1,0	-5,2	2,4	1,2	1,3	-1,7	-0,6
UE-15	2,9	0,7	-5,3	2,4	0,9	1,0	-2,0	-0,7
UE-12	6,5	3,9	-3,8	2,1	2,8	2,7	-0,6	0,1
DE	2,7	4,4	-6,0	3,3	0,4	0,9	0,2	0,1
<i>Services financiers et services aux entreprises</i>								
UE-27	3,8	1,9	-2,2	1,0	2,8	2,7	-1,7	1,1
UE-15	3,7	1,7	-2,2	1,0	2,7	2,2	-2,3	0,9
UE-12	6,5	6,2	-2,4	1,0	3,8	7,1	3,4	2,3
DE	2,3	2,7	-1,2	1,9	2,0	2,8	-0,8	2,2
<i>Administration publique, enseignement, santé</i>								
UE-27	1,4	1,6	1,1	0,8	1,1	1,0	1,4	1,2
UE-15	1,4	1,6	1,1	0,9	1,0	1,2	1,4	1,2
UE-12	1,4	1,6	0,4	0,2	1,2	0,0	1,1	1,1
DE	0,9	2,4	1,7	1,9	0,7	1,4	2,1	1,3

\* Les services de base comprennent le commerce, les hôtels et restaurants ainsi que les transports et la communication.

Source: Eurostat, Comptes nationaux

## Évolution de la production et de l'emploi dans certaines industries manufacturières, 2007-2011

Variation entre les premiers trimestres de chaque année, en %

	Production				Personnes ayant un emploi			
	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
<i>Industrie manufacturière</i>								
UE-27	3,3	-18,8	4,6	7,9	0,9	-5,1	-6,6	0,1
UE-15	2,9	-18,0	3,1	7,1	0,8	-4,1	-6,0	-0,5
UE-12	4,3	-21,0	8,7	10,1	1,1	-7,9	-8,4	1,8
DE	5,3	-21,5	7,3	13,7	2,6	-0,4	-4,7	1,8
<i>Textiles + chaussures</i>								
UE-27	-2,9	-18,7	2,7	0,9	-4,9	-12,5	-9,9	-1,9
UE-15	-2,1	-18,1	2,2	-0,3	-2,9	-9,5	-7,4	-2,2
UE-12	-3,9	-19,7	3,3	2,5	-7,5	-16,4	-13,4	-1,4
DE	-2,6	-23,2	8,2	5,1	-2,2	-6,3	-8,3	-1,3
<i>Industrie chimique</i>								
UE-27	1,5	-20,7	15,4	5,6	-1,3	-4,0	-4,3	-0,3
UE-15	1,8	-20,1	14,7	4,9	-1,5	-4,3	-4,2	-0,3
UE-12	0,5	-22,5	17,6	7,4	-0,8	-3,2	-4,4	-0,5
DE	0,7	-26,8	26,1	7,7	-0,4	-0,4	-2,6	1,7
<i>Produits en caoutchouc, plastique etc.</i>								
UE-27	0,2	-22,3	3,1	8,7	1,2	-6,6	-6,6	0,4
UE-15	0,0	-23,0	2,6	7,3	0,2	-5,8	-6,6	-0,8
UE-12	0,8	-20,5	4,4	12,2	4,0	-8,8	-6,8	3,8
DE	-0,2	-20,2	9,1	14,0	1,8	-1,9	-4,8	3,9
<i>Métallurgie</i>								
UE-27	3,4	-28,0	4,8	11,3	2,8	-4,3	-9,1	1,0
UE-15	3,4	-27,9	4,5	10,6	2,6	-4,1	-8,9	0,4
UE-12	3,2	-28,0	5,9	13,9	3,4	-4,9	-9,7	3,3
DE	5,9	-27,9	11,0	16,1	4,8	0,5	-7,9	3,6
<i>Produits électroniques, équipements électriques</i>								
UE-27	6,2	-20,1	6,0	10,9	1,4	-6,2	-6,8	1,8
UE-15	6,2	-20,4	4,4	10,8	0,5	-5,8	-6,8	1,6
UE-12	6,5	-19,2	10,7	11,2	3,8	-7,3	-6,8	2,4
DE	9,6	-23,7	7,4	19,9	3,4	-5,5	-7,0	3,9
<i>Machines</i>								
UE-27	6,2	-22,8	-4,8	17,0	3,6	-1,6	-9,3	0,7
UE-15	6,3	-23,4	-5,3	17,3	3,8	-0,6	-8,3	1,1
UE-12	6,1	-20,2	-3,1	16,0	2,7	-5,6	-13,4	-1,0
DE	8,5	-21,2	-7,0	20,7	5,4	3,4	-6,1	1,9
<i>Industrie automobile</i>								
UE-27	6,0	-40,1	27,9	19,9	1,6	-6,5	-6,1	1,6
UE-15	6,0	-41,6	27,5	20,0	0,0	-5,7	-6,5	-0,2
UE-12	6,1	-35,5	29,2	19,8	6,4	-8,8	-5,2	6,7
DE	4,7	-36,9	29,3	22,5	1,7	-3,3	-5,1	1,1

Source: Eurostat, Statistiques conjoncturelles d'entreprise (Short-term Business Statistics)

### Évolution de l'emploi dans certains secteurs : résultats issus de l'analyse des développements à long terme

L'emploi est étroitement lié aux variations de la valeur ajoutée, même si une hausse de la valeur ajoutée est en partie associée à une hausse de la productivité et une hausse de l'emploi. De même, une baisse de la valeur ajoutée est souvent synonyme de baisse de productivité et de recul au niveau de l'emploi (des délais d'ajustement peuvent toutefois retarder ce dernier effet).

La relation entre l'emploi et les salaires réels est significative dans l'industrie manufacturière où une hausse du salaire réel tend à ralentir la croissance de l'emploi, ce qui n'est pas le cas dans le secteur des services.

Au Royaume-Uni, tout comme aux Etats-Unis, les salaires réels ont tendance à s'ajuster plus rapidement aux variations de la demande de main d'œuvre qu'en Allemagne et en France, ce qui laisse à penser que les marchés du travail y sont plus flexibles.

Le nombre d'heures moyen travaillées est inversement proportionnel au nombre de personnes occupées, ce qui indique que de manière générale, plus le nombre d'heures prestées augmente moins il y a d'emplois et vice versa. Cela signifie que les ajustements au niveau du temps de travail ont un impact important sur l'emploi.

Investir dans les TIC a des effets positifs et significatifs sur l'emploi dans l'industrie manufacturière, probablement grâce à des gains de productivité. L'inverse est vrai pour le secteur des services, où un usage accru des TIC tend à réduire le niveau d'emploi.

Suite à un choc, environ trois années sont nécessaires en France, en Espagne, en Belgique et aux Pays-Bas pour ramener l'emploi à son niveau tendanciel. Dans d'autres pays, l'ajustement est plus rapide (entre un an et demi et deux ans en moyenne).

### **Évolution dans la composition de l'emploi**

Durant la phase de ralentissement entre 2007 et 2010, la part des emplois occupés par les femmes n'a cessé de croître dans l'UE. Cela reflète les pertes importantes d'emplois dans l'industrie manufacturière et la construction où peu de femmes travaillent. En réalité, dans la plupart des secteurs (y compris les services), la part des emplois occupés par les femmes a diminué.

La part des emplois occupés par les travailleurs âgés de 55 ans et plus a augmenté dans la plupart des pays de l'UE au cours des dix dernières années, ce qui reflète une tendance à travailler plus longtemps chez les personnes âgées. Cela s'est confirmé pendant la récession, contrairement à ce qui s'est produit lors des ralentissements précédents où la retraite anticipée a massivement été utilisée pour réduire les effectifs. Ce sont les jeunes de moins de 25 ans qui ont principalement été touchés par la crise actuelle.

La proportion de travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur a augmenté dans tous les secteurs au cours des années précédant la récession. Il en est de même pour la proportion de cadres supérieurs et de professions intellectuelles et scientifiques. Ces tendances se sont poursuivies pendant la crise.

On a aussi assisté pendant la récession au développement des emplois à temps partiel au détriment des emplois à temps plein. Cela reflète d'une part l'incertitude des employeurs sur les perspectives futures et d'autre part la volonté d'établir une organisation du travail plus souple.

---

### Part des emplois occupés par les femmes dans certains secteurs de l'UE, 2000-2010

UE-27	2000	2007	2009	2010	2000-07	2007-10
	% de l'emploi total				Variation en points de pourcentage	
Total	43,2	44,5	45,3	45,4	1,4	0,9
Textiles, habillement	67,2	68,4	69,4	67,4	1,2	-1,0
Industrie chimique	27,4	29,7	30,2	29,9	2,3	0,3
Caoutchouc, plastique	26,4	25,2	24,6	24,6	-1,2	-0,6
Métallurgie	17,1	16,1	16,5	15,9	-1,0	-0,2
Électronique, etc.	33,7	33,8	32,0	32,6	0,1	-1,2
Machines	18,2	18,0	18,0	17,4	-0,2	-0,7
Industrie automobile	19,1	21,2	19,9	22,1	2,1	0,9
Construction	9,5	9,0	8,9	9,0	-0,6	0,0
Commerce	48,1	48,7	48,8	48,7	0,6	0,0
HORECA	53,8	55,5	55,3	54,5	1,7	-1,0
Services financiers	49,7	51,3	51,4	49,8	1,7	-1,5
Services aux entreprises	46,7	48,1	48,1	47,9	1,4	-0,2

Note: UE-27 ne comprend pas la Pologne.

Source: Enquête européenne sur les forces de travail

---

### Part des emplois occupés par les travailleurs âgés de 55 ans et plus dans l'UE, 2000-2010

UE-27	2000	2007	2009	2010	2000-07	2007-10
	% de l'emploi total				Variation en points de pourcentage	
Total	11,5	13,8	14,7	15,1	2,2	1,3
Textiles, habillement	7,6	10,5	12,2	12,9	2,9	2,5
Industrie chimique	10,0	12,4	12,8	15,0	2,4	2,6
Caoutchouc, plastique	8,7	11,5	12,7	13,0	2,9	1,4
Métallurgie	9,7	12,3	13,6	14,6	2,5	2,3
Électronique, etc.	7,9	10,8	11,5	11,3	2,9	0,5
Machines	10,1	12,8	13,9	14,9	2,8	2,1
Industrie automobile	8,6	9,9	10,1	10,3	1,2	0,4
Construction	10,2	11,5	12,6	13,0	1,2	1,6
Commerce	10,0	11,6	12,2	12,4	1,7	0,8
HORECA	8,5	9,9	10,4	10,6	1,4	0,7
Services financiers	7,2	10,4	11,4	11,7	3,2	1,4
Services aux entreprises	11,9	14,2	14,9	15,2	2,3	1,1

Note: UE-27 ne comprend pas la Pologne.

Source: Enquête européenne sur les forces de travail

---

**Ventilation de l'emploi par niveau d'études dans l'UE, 2000-2010**  
(% de l'emploi total dans chaque secteur)

	2000		2007		2010		2000-07		2007-2010	
	Moyen	Élevé	Moyen	Élevé	Moyen	Élevé	Moyen	Élevé	Moyen	Élevé
<b>UE-27</b>	<i>Variation en points de pourcentage</i>									
Total	45,8	24,5	47,5	28,3	47,2	30,7	1,7	3,8	-0,4	2,4
Textiles, habillement	43,9	7,1	51,2	8,9	53,1	9,4	7,3	1,8	1,9	0,5
Industrie chimique	49,9	25,2	50,3	30,3	50,8	31,3	0,5	5,1	0,5	1,0
Caoutchouc, plastique	48,4	12,4	52,6	15,0	55,0	15,7	4,3	2,5	2,4	0,8
Métallurgie	53,9	12,5	56,6	14,2	57,9	14,7	2,7	1,7	1,3	0,6
Électronique, etc.	48,6	26,9	50,7	30,6	50,7	32,8	2,2	3,7	0,0	2,2
Machines	55,7	22,4	57,4	24,5	56,3	27,8	1,7	2,1	-1,1	3,3
Industrie automobile	51,9	18,4	55,4	22,6	56,2	23,3	3,5	4,1	0,8	0,8
Construction	48,4	12,7	50,3	13,9	53,3	14,5	1,9	1,2	3,0	0,6
Commerce	52,8	14,3	55,8	16,9	55,8	18,5	3,0	2,6	0,0	1,5
HORECA	45,1	8,8	48,8	12,3	50,5	12,7	3,7	3,4	1,6	0,4
Services financiers	55,7	32,0	50,6	41,4	46,3	46,5	-5,1	9,4	-4,2	5,1
Services aux entreprises	38,9	37,6	40,7	40,4	39,3	43,2	1,8	2,9	-1,4	2,8

Note: UE-27 ne comprend pas la Pologne.

Source: Enquête européenne sur les forces de travail

**Proportion de travailleurs ayant un emploi à temps partiel (prestant habituellement moins de 35 heures par semaine) dans l'UE, 2000-2010**

	2000	2007	2009	2010	2000-07		2007-10	
	<i>Variation en points de pourcentage</i>							
<b>UE-27</b>								
Total	19,8	22,0	22,9	23,3	2,2		1,3	
Textiles, habillement	9,2	9,8	10,2	10,8	0,6		1,0	
Industrie chimique	8,2	9,0	9,1	9,0	0,8		0,1	
Caoutchouc, plastique	6,7	7,8	7,1	7,6	1,0		-0,2	
Métallurgie	5,9	6,6	7,4	7,3	0,7		0,7	
Électronique, etc.	7,4	7,4	8,5	8,7	0,0		1,4	
Machines	5,4	6,3	6,8	6,4	0,9		0,1	
Industrie automobile	6,8	6,8	6,0	5,4	-0,1		-1,4	
Construction	6,0	6,8	7,6	8,1	0,8		1,4	
Commerce	23,0	25,2	25,3	26,0	2,2		0,7	
HORECA	28,5	31,2	33,6	34,6	2,8		3,4	
Services financiers	14,1	16,2	16,2	15,7	2,2		-0,5	
Services aux entreprises	23,4	25,8	27,1	26,9	2,4		1,1	

Note: UE-27 ne comprend pas la Pologne.

Source: Enquête européenne sur les forces de travail

## **Ce que l'on peut retenir des crises économiques précédentes**

Les secteurs les plus affectés en terme d'emploi n'étaient pas toujours les mêmes au cours des récessions précédentes. En revanche, lors de chaque crise, l'emploi n'a cessé de progresser dans le secteur des services aux entreprises et celui des hôtels et restaurants.

Ce sont principalement des ajustements au niveau des heures prestées (afin de préserver les emplois et le savoir-faire des travailleurs, et limitant ainsi les coûts des mesures de reclassement et de formation) qui ont permis de surmonter les crises économiques. Ils ont massivement été utilisés dans les années 1970, de façon modérée dans les années 1980 et de façon variable dans les années 1990.

La valeur ajoutée est généralement plus volatile que le nombre de personnes occupées ou le nombre d'heures travaillées. Au cours des trois périodes de récession, la valeur ajoutée n'a augmenté que dans le secteur des services aux entreprises. Les plus grosses pertes ont été observées (pour chacune des trois périodes) dans le secteur des machines et des équipements, la métallurgie et la construction.

## **Liens de dépendance intersectoriels**

Pour chaque emploi créé suite à une hausse de la demande finale dans un secteur particulier, il y a entre 1,4 et 2,3 emplois additionnels créés dans l'économie dans son ensemble. Les multiplicateurs d'emploi sont les plus élevés dans l'industrie manufacturière (notamment dans l'industrie chimique, les équipements électriques et les équipements de transport) et les plus faibles dans les services (où moins d'intrants issus d'autres secteurs sont nécessaires).

Les multiplicateurs d'emploi domestiques sont globalement restés stables au cours des 15 dernières années tandis que les multiplicateurs d'emploi internationaux (mesurant l'impact de la croissance dans un pays sur l'emploi dans les autres pays) ont sensiblement augmenté, reflétant l'importance croissante des réseaux de production et de l'intégration internationale.

La création d'emploi dans le secteur des services se fait principalement au niveau domestique tandis qu'elle s'opère au niveau international dans l'industrie manufacturière (surtout dans l'industrie textile, l'industrie chimique, les équipements électriques et les équipements de transport).

La croissance de la demande dans l'UE (et la hausse des importations qui s'ensuit) donne généralement lieu à une création d'emploi significative dans les autres pays. Cela est particulièrement vrai pour les équipements électriques, l'industrie textile et l'industrie chimique. Par ailleurs, dans chacun de ces secteurs, la croissance de la demande accroît l'emploi dans l'État membre où cette croissance s'observe mais aussi dans d'autres pays de l'UE.

---

### Effet multiplicateur sur l'emploi total (domestique et interrégional), 2005

	UE-27		Japon		USA	
	Domestique	Inter-régional	Domestique	Inter-régional	Domestique	Inter-régional
Textiles	1,5	2,2	1,6	1,7	1,8	1,9
Industrie chimique	2,3	3,6	5,0	4,8	4,0	4,3
Minéraux non métalliques	1,8	1,3	2,0	1,1	1,9	1,1
Métallurgie	1,7	2,1	3,0	2,8	2,2	1,7
Équipements électriques	1,8	3,1	2,4	1,7	2,2	2,8
Machines & équipements	1,6	1,7	2,4	1,6	2,2	2,1
Équipements de transport	2,0	3,1	3,9	2,7	3,2	4,1
Construction	1,7	1,0	1,7	0,9	1,6	0,7
Commerce de gros	1,6	0,7	1,7	0,4	1,5	0,3
Hébergement	1,4	0,6	1,5	0,4	1,3	0,3
Activités financières	1,8	1,6	2,0	0,4	2,1	0,4
Services aux entreprises	1,5	0,5	1,5	0,2	1,5	0,3

Notes: Les résultats pour l'UE-27 sont obtenus en faisant la moyenne des États membres sur base de la classification NACE rev. 1.

Source: Base de données input-output WIOD (version de juillet 2011); calculs effectués par les auteurs du rapport.

---

### Mesures adoptées pour soutenir l'emploi en période de crise

Des mesures ont été introduites dans tous les États membres pour contrer les effets de la crise sur l'emploi. Il s'agit cependant essentiellement de mesures générales. Relativement peu de mesures étaient de nature purement sectorielle (tels que les systèmes de primes à la casse mis en place dans de nombreux pays, ou la baisse de la TVA pour les hôtels et restaurants en Irlande et en France). Dans un certain nombre de secteurs, des négociations salariales ont cependant été décentralisées au niveau des entreprises dans certains pays (par exemple dans la métallurgie ou l'industrie chimique en Allemagne).

De nombreux pays ont introduit des politiques budgétaires expansionnistes afin de stimuler la demande mais aussi des dispositifs de chômage partiel (surtout dans l'industrie manufacturière).

On a vu se multiplier dans plusieurs pays des programmes de formation et de stage, des mesures incitatives pour les employeurs qui recrutent, des aides à la création d'entreprise, des mesures facilitant l'accès au crédit, le gel des salaires et des aménagements plus souples du temps de travail – toutes ces actions étant destinées à accroître l'emploi.

Rien ne laisse présager la fin de la crise qui a secoué les économies européennes en 2008, et on prévoit une croissance ralentie dans l'UE au cours des deux prochaines années. Dans un tel contexte, le taux de création nette d'emploi dans la plupart de l'UE devrait rester faible et le chômage élevé (en particulier dans la construction et les secteurs manufacturiers les plus touchés par la crise). Les perspectives d'emploi dans l'industrie manufacturière sont également limitées à long terme à cause du phénomène de « productivity overhang » créé pendant la

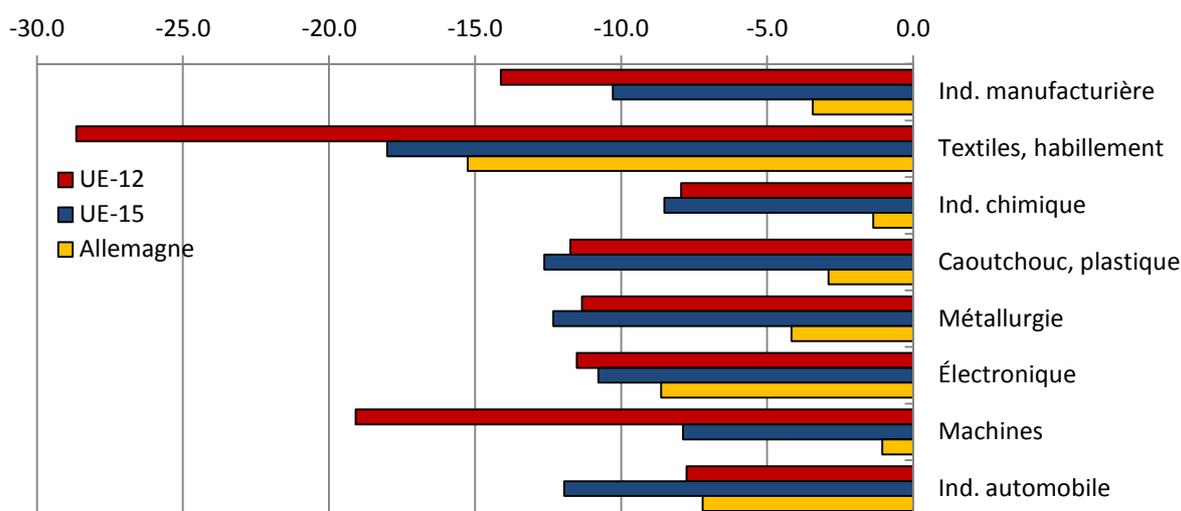
récession (où l'accroissement de la production ne s'accompagne pas d'une hausse immédiate de l'emploi).

### PIB et emploi dans l'UE au cours des dernières années et prévisions jusqu'en 2013

	2003	2007	2008	2009	2010	2011	Indices, 2007=100	
			Résultat			Estimation	2012	2013
							Prévision	
<i>PIB</i>								
UE-27	89,7	100,0	100,3	96,1	97,9	99,5	100,1	101,5
UE-15	90,3	100,0	100,0	95,7	97,6	99,0	99,5	100,9
UE-12	80,3	100,0	104,6	100,8	103,0	106,2	108,2	111,2
PL	80,8	100,0	105,1	106,8	111,0	115,5	118,3	121,6
UE-12 sans la PL	80,1	100,0	104,3	97,3	98,4	100,8	102,4	105,2
<i>Personnes ayant un emploi</i>								
UE-27	95,0	100,0	100,9	99,1	98,7	99,1	99,2	99,6
UE-15	95,2	100,0	100,7	98,9	98,6	99,0	99,1	99,4
UE-12	94,3	100,0	101,8	100,0	98,8	99,3	99,7	100,3
PL	89,7	100,0	103,8	104,1	104,6	105,7	105,9	106,3
UE-12 sans la PL	96,8	100,0	100,7	97,9	95,7	96,0	96,5	97,1
<i>PIB par personne occupée</i>								
UE-27	94,4	100,0	99,4	96,9	99,3	100,4	100,9	101,9
UE-15	94,9	100,0	99,3	96,8	98,9	100,0	100,4	101,4
UE-12	85,1	100,0	102,8	100,8	104,3	106,9	108,6	110,9
PL	90,1	100,0	101,3	102,6	106,1	109,3	111,8	114,4
UE-12 sans la PL	82,7	100,0	103,6	99,4	102,8	105,0	106,1	108,3

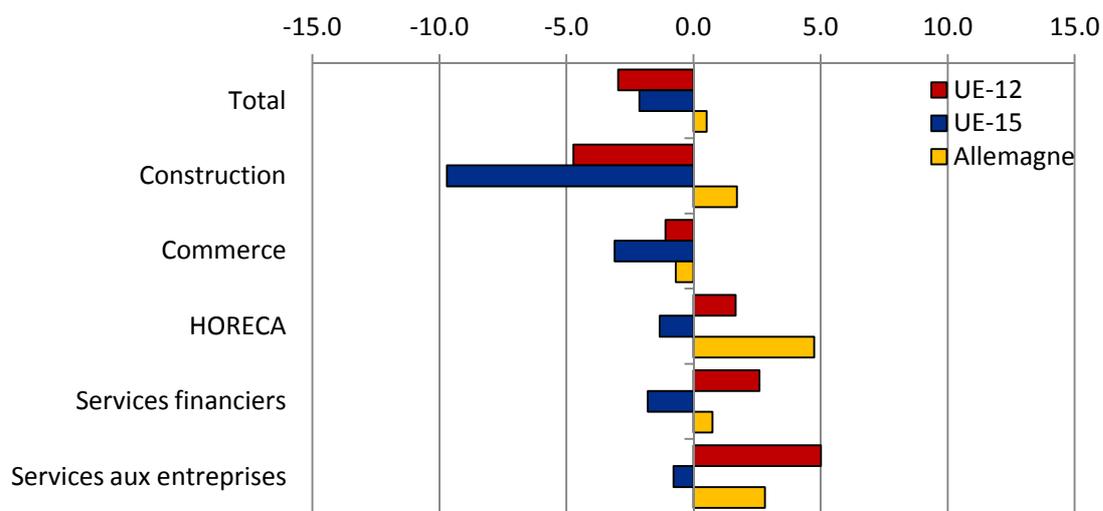
Source: Eurostat, données des comptes nationaux et prévisions de la Commission européenne de novembre 2011

### L'emploi dans certains secteurs manufacturiers de l'UE : évolution entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 (variation en %)



Source: Eurostat, Statistiques conjoncturelles d'entreprise (Short-term Business Statistics)

**L'emploi dans la construction et certains secteurs de services de l'UE :  
évolution entre 2008 et 2010 (variation en %)**



*Note: Services aux entreprises en Allemagne: données partiellement estimées.*

*Source: Eurostat, Comptes nationaux par branche*

Dans le secteur de la construction, le déclin de l'emploi fut tout aussi important que dans l'industrie manufacturière et une croissance significative de l'emploi à court et à moyen terme est peu probable étant donné l'importance accordée à l'assainissement budgétaire et à la contraction (plutôt que l'essor) des investissements publics. Pour ce qui est des services, dans l'UE, l'emploi dans le commerce a décliné, ne fût-ce que légèrement, pendant la récession. Et même si on s'attend à une croissance à court et à long terme, il est probable qu'elle sera modeste, y compris dans l'UE-12 (où les niveaux d'emploi ont rattrapé ceux de l'UE-15). Il n'y a donc pas la même dynamique de création d'emploi qu'auparavant, lorsque le secteur était en pleine expansion. Au niveau des services financiers, la hausse d'emploi risque de se cantonner à l'UE-12 (où les services sont moins développés). Au sein de l'UE-15, où les niveaux d'emploi sont nettement plus élevés, on a de plus en plus tendance à recourir à l'automatisation pour réduire le besoin de main d'œuvre. Dans le secteur de l'horeca (hôtels et restaurants), l'évolution de l'emploi est étroitement liée à la croissance de l'économie dans son ensemble, ce qui est également le cas pour les services aux entreprises (principal secteur créateur d'emplois avant la crise).

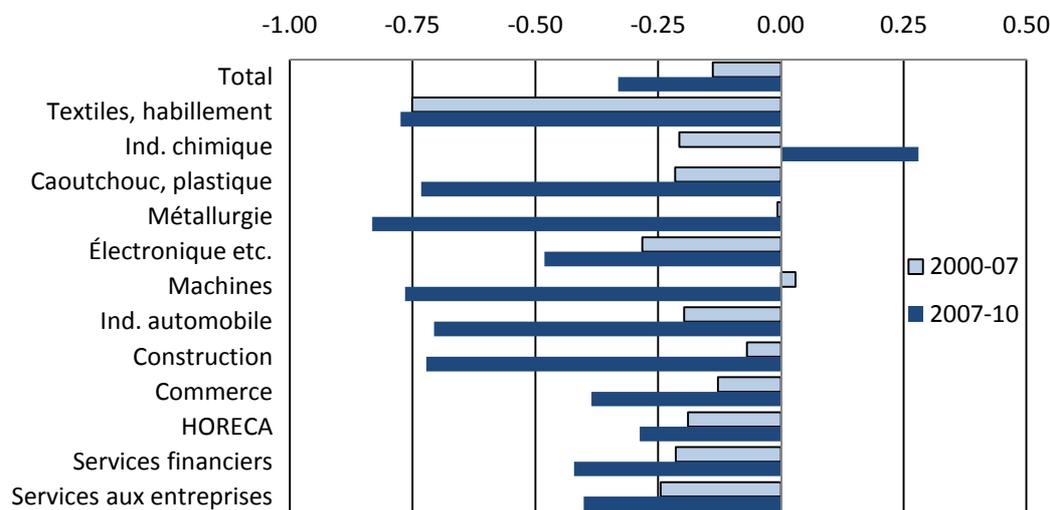
Les jeunes ont particulièrement été touchés par la crise et par l'absence de création d'emplois qu'elle a engendré. Les taux d'emploi des personnes âgées entre 15 et 24 ans ont chuté dans tous les pays de l'UE (de manière spectaculaire dans de nombreux cas).

Cela pourrait avoir des conséquences néfastes à long terme à la fois pour ces jeunes mais aussi pour l'économie. Les autorités ont ainsi décidé de leur venir en aide en proposant des programmes d'emploi subventionnés, des programmes de placement en entreprise, des garanties de stage ou de formation et des services intensifs d'aide à la recherche d'emploi.

La performance dans les secteurs manufacturiers est essentielle pour soutenir la croissance de l'économie et la création d'emplois dans les secteurs des services. Si un arbitrage entre

productivité et emploi peut exister à court terme, la croissance de l'emploi à long terme dépend du maintien de la compétitivité industrielle, qui tend à aller de pair avec la croissance de la productivité dans l'industrie manufacturière.

**Part des jeunes dans l'emploi total de certains secteurs dans l'UE, 2000-2010  
(variation annuelle moyenne en % du total)**



Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail

À en juger par ce qui s'est passé pendant les années qui ont précédé le début de la crise et ce qui s'est passé depuis, l'Italie, l'Espagne ainsi que la France sont susceptibles de connaître une croissance plus lente de leur industrie manufacturière dans le futur. Cela a des répercussions sur la croissance équilibrée de l'économie de l'UE. Il y aura probablement un déplacement progressif de l'industrie manufacturière (surtout l'ingénierie) de l'UE-15 vers l'UE-12 même s'il semble que la production commence à se déplacer de l'UE-12 vers des économies à bas salaires.

Cela fait partie intégrante du processus continu de mondialisation dont la logique est que les activités à forte intensité de main d'œuvre seront de plus en plus concentrées dans les pays à faibles salaires. Cela signifie qu'on doit privilégier les mesures qui favorisent les activités à plus grande valeur ajoutée plutôt qu'essayer d'éviter la délocalisation d'industries traditionnelles. Il y aura aussi probablement une modification progressive de la composition de l'emploi avec davantage de postes de plus haut niveau (comme les cadres supérieurs et professions intellectuelles et scientifiques) et moins de travailleurs manuels qualifiés ou semi-qualifiés. Comme par le passé, cela sera probablement vrai dans tous les secteurs. Ce changement s'accompagnera d'une part croissante de postes occupés par des personnes diplômées de l'enseignement supérieur. Il reste cependant à savoir si cela sera dû aux réels besoins en compétences des postes concernés ou au simple fait que davantage de jeunes arrivent sur le marché du travail avec ces qualifications.

On peut aussi s'interroger sur le point de savoir si les secteurs manufacturiers où la croissance est susceptible d'être faible voire négative seront en mesure d'attirer un nombre croissant de jeunes diplômés du niveau tertiaire entrant sur le marché du travail (sur qui reposera sans doute leur compétitivité à long terme).

Les employeurs continuent à appliquer l'approche flexicurité des politiques du marché du travail, défendue depuis un certain temps au niveau de l'UE. Le passage vers des postes à temps partiel ou à durée déterminée au sein de l'Union en témoigne. Mais cela ne s'est pas accompagné d'un renforcement parallèle de l'aide de l'état aux travailleurs qui perdent leur emploi. Au contraire, les systèmes de sécurité sociale sont menacés de restriction dans le cadre des mesures d'assainissement budgétaire.